

Résolution des conflits sur les ressources naturelles aux îles Galapagos



1999-12-17

Keane Shore

[Légende : Les ressources naturelles sont la clef de voûte de l'économie des îles Galapagos.]

Au cours du siècle et demi qui s'est écoulé depuis que Charles Darwin a quitté les îles Galapagos à bord du *HMS Beagle*, celles-ci ont toujours été considérées comme le laboratoire de l'évolution. Aujourd'hui, elles sont aussi devenues un laboratoire pour la résolution des conflits.

Le conflit aux îles Galapagos résulte de la façon [traditionnelle] d'aborder les zones protégées, affirme [Paola Oviedo](#), consultante responsable du compte rendu sur le processus de résolution du conflit aux îles Galapagos lors d'un atelier tenu à Washington, en mai 1998. (L'atelier a eu lieu dans le cadre d'une conférence internationale sur la gestion des ressources naturelles communautaires organisée par l'Institut de développement économique de la Banque mondiale, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), la Fondation Ford et d'autres organismes.) [Les actes de l'atelier](#) ont été publiés par le CRDI et la Banque mondiale en 1999.

Les zones protégées

Selon Oviedo, les principes de conservation d'abord implantés en Amérique du Nord voulaient que les zones protégées soient instaurées comme autant de refuges, inhabités, réservés à la faune. Cette solution était peut-être pratique aux États-Unis où aucune population ne s'est établie dans les régions avoisinant les parcs nationaux. Mais en Amérique latine, 86 % des zones protégées abritent une population humaine, généralement rurale et pauvre, fait-elle remarquer. Dans le cas des îles Galapagos, bien que leurs intérêts soient en jeu, les populations locales n'ont pas été informées de l'établissement d'un parc national, on ne leur a pas demandé leur avis, on ne les a pas invitées à participer à la gestion du parc ni à en être partie prenante.

Dès le début, les habitants des îles Galapagos se sont sentis exclus du processus par lequel les mesures de conservation leur ont été imposées, souligne Oviedo. Aussi est-ce sans grand scrupule qu'ils ont fait fi de ces mesures, surtout lorsqu'il s'agissait de pêcher dans les zones protégées. Certains ont même menacé de kidnapper des touristes et d'allumer des incendies ici et là le long des zones protégées.

Les germes du conflit

Le conflit aux îles Galapagos a commencé vers la fin des années 1970 alors qu'ont été établies des frontières délimitant un parc couvrant toutes les îles, sauf 3 % de leur superficie, ainsi que les règlements qui en régissaient le fonctionnement. En 1986, la situation s'est compliquée avec la création d'une réserve marine et les limites imposées à la pêche commerciale. Qui plus est, les gouvernements nationaux qui se sont succédé en Équateur ont adopté des lois instaurant des champs de compétence fort vagues pour les divers paliers de gouvernement et les organismes responsables de l'administration des îles et de leurs quelque 10 000 habitants.

Comme il fallait s'y attendre, cette situation a mené à des affrontements, parfois violents, particulièrement entre les exploitants d'entreprises touristiques et les pêcheurs. Certains pêcheurs ont estimé que, pour survivre, ils n'avaient d'autre choix que de pêcher illégalement dans les zones protégées.

Des affrontements aux compromis

Bien que le conflit ne soit pas encore résolu, peu à peu les affrontements font place au dialogue et aux compromis, souligne Oviedo. *L'expérience des îles Galapagos, quoique complexe, concilie les aspirations économiques et le bien-être social de divers groupes avec la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles.*

Selon Oviedo, avoir fait de la résolution du conflit un processus véritablement participatif a été la clé du succès. Le défi tenait à ce que les intervenants constituaient un amalgame fort complexe d'organismes locaux, nationaux et internationaux; d'intérêts puissants et d'autres plus faibles; d'instances gouvernementales et privées; ainsi que d'organisations favorables au développement et de groupes en faveur de la conservation. Par exemple, les conservationnistes étaient en désaccord avec les pêcheurs locaux et commerciaux. Les pêcheurs locaux étaient en conflit avec les pêcheurs du continent qui, croyaient-ils, voulaient une part majoritaire des pêches de la localité. De même, les autorités locales se sont liguées contre les exploitants d'entreprises touristiques. En outre, certaines autorités civiles, provinciales et nationales se disputaient les champs de compétence.

Dénouer l'impasse

En 1996, des rumeurs circulaient à l'effet que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) songeait à invalider aux îles Galapagos la désignation de patrimoine mondial, dénomination prestigieuse et enviée. La crainte de cette menace anticipée a aidé à dénouer l'impasse peut-être parce que l'écotourisme dans les îles produit des recettes de 60 millions de dollars US par année, soit plus du quart de ce que rapportent toutes les activités touristiques en Équateur.

Pour la première fois, de grands groupes influents comme les pêcheries et les industries touristiques du continent acceptaient que les petits intérêts locaux prennent part aux discussions relatives aux problèmes auxquels les îles faisaient face. Le Congrès de l'Équateur a officiellement reconnu dans la législation l'existence, jusque-là niée, des groupes locaux et leur a donné pouvoir de déterminer leurs propres objectifs pour l'utilisation durable des ressources naturelles. Cette réussite s'accompagnait d'une entente signée par toutes les parties convenant d'obtenir des services professionnels pour la résolution du conflit.

Les consultations locales

Après avoir entamé les discussions, les pêcheurs locaux et les exploitants d'entreprises touristiques se sont sentis plus responsables du succès du processus. *Les consultations locales qui ont eu lieu et les stratégies communes qui ont été élaborées en vue d'en arriver à un consensus ont aidé à résoudre certains aspects du conflit, comme y ont contribué la création de comités de cogestion et l'adoption de mécanismes pour l'utilisation des ressources*, déclare Oviedo.

Autre facteur positif : la participation du ministère de l'Agriculture à titre de partie neutre ayant le respect de tous. (La médiation tentée auparavant par l'Institut national des pêches avait échoué parce les habitants des îles Galapagos s'en défiaient, des intérêts de la pêche commerciale ayant déjà financé l'Institut.) *Le plus important était de gagner la confiance de la population locale et de convaincre les résidents des îles que l'on tiendrait compte de leurs préoccupations*, explique-t-elle.

Des questions irrésolues

Aujourd'hui encore, certaines questions restent irrésolues. Par exemple, les négociateurs ne se sont toujours pas entendus sur les lieux où chaque groupe peut pêcher. Et un doute persiste : l'industrie de la pêche commerciale renoncera-t-elle à son immense influence au profit des intérêts locaux ? Qui plus est, l'Équateur est aux prises avec la pire crise économique qu'il ait connue depuis un siècle. Oviedo estime que cette crise pourrait pousser les habitants de la région continentale qui sont sans emploi à migrer dans les îles pour trouver du travail ou le gouvernement central à vouloir accaparer une partie des recettes touristiques des îles Galapagos qui sont présentement réservées aux projets locaux de conservation et de développement durable.

Mais, souligne-t-elle encore, les îles Galapagos - uniques sur plusieurs plans - peuvent servir d'exemple à d'autres régions qui tentent d'harmoniser conservation et durabilité. *La décentralisation est un des principaux éléments de la gestion des conflits locaux dans bien des pays du monde, en particulier dans les zones protégées où le pouvoir décisionnel, l'autorité (et l'argent) ont toujours été fortement centralisés*.

Le pouvoir local

Selon Oviedo, la décentralisation et les lois qui rendent les autorités locales plus responsables donnent aux intérêts locaux plus d'argent et de pouvoir pour régler leurs propres problèmes. Il suffit de laisser la bride sur le cou aux gens dont les capacités sont habituellement sous-estimées. *Ils ont tout ce qu'il faut pour faire avancer les choses là où la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles dépendent largement de leur volonté de coopérer*, conclut-elle.

Keane J. Shore est un rédacteur-réviseur basé à Ottawa. (Photo : E. McCowan)

Renseignements :

Paola Oviedo, consultante indépendante, 10, ch. de la Redoute, 1260 Nyon, Suisse; tél. et téléc. : (41-22) 362-3804; courriel : psylva@swissonline.ch

Des liens à explorer...

[De nouvelles approches de la gestion des conflits sur les ressources naturelles](#), par John Eberlee.

[Le Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre au Guatemala](#), par John Eberlee.

[Le Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre au Somaliland](#), par Mike Crawley.

[Reconstruction des sociétés déchirées par la guerre](#), par Jennifer Pepall.

[Cultivating Peace: Conflict and Collaboration in Natural Resource Management](#) (en anglais).

[Initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction](#).